

Objectif Oman

Octobre-Novembre 2021



FAITS SAILLANTS

- *Budget : le salut des finances publiques réside encore dans la hausse des recettes pétrolières*
- *Banques : le secteur bancaire omanais semble avoir bien résisté à la crise du Covid-19*
- *Hydrocarbures : la part du condensat dans la production totale de pétrole continue de progresser*
- *Hydrogène : Oman dévoile ses ambitions à l'occasion du « Green Hydrogen Summit »*

CLIMAT DES AFFAIRES

Point de situation sur la gestion de la crise sanitaire du Covid-19

L'épidémie de Covid-19 au Sultanat d'Oman a confirmé son ralentissement au cours des deux derniers mois, avec moins d'une dizaine de cas avérés par jour en moyenne – taux le plus faible depuis avril 2020 – et seulement deux décès en novembre d'après l'*Organisation mondiale de la santé*. Concernant la campagne vaccinale, environ 63% de la population auraient reçu au moins une dose – à la date du 23 novembre – et 54% bénéficieraient d'un schéma vaccinal complet.

Oman propose des visas de résidence longue durée pour attirer les investisseurs étrangers

Les autorités omanaises ont annoncé le lancement en octobre d'un programme visant à faciliter l'octroi de visas de résidence long-séjour aux citoyens étrangers souhaitant investir au Sultanat. Ces derniers, sous réserve de l'obtention d'un certificat *ad hoc* délivré par le *Ministère du Commerce, de l'industrie et de la promotion de l'investissement*, peuvent désormais solliciter l'octroi de visas de résidence d'une durée de 5 ou 10 ans. Dans le détail, les frais de délivrance des visas ont été fixés à 300 OMR (780 USD) pour 5 ans et 500 OMR (1300 USD) pour 10 ans avec une obligation de renouvellement tous les trois ans (*sic*) aux mêmes tarifs.

Les familles des investisseurs – conjoints et enfants – sont également éligibles au programme, pour un coût de 50 OMR (5 ans) et 100 OMR (10 ans). A noter que cette procédure diffère de celle – plus ancienne – d'octroi de visas de résidence aux étrangers ayant acquis un bien immobilier dans un des complexes touristiques intégrés du pays. Pour mémoire, en dépit des réformes mises en œuvre, Oman reste toujours en retrait dans un certain nombre de classements liés à l'attractivité : 68^e dans le *Ease of doing business* de la *Banque mondiale*, 68^e dans le *Venture Capital and Private Equity Country Attractiveness Index* de l'*IESE-EM Lyon* et 53^e dans le *Global Competitiveness Index* du *World Economic Forum*.

Visite d'Etat du Sultan S.M. Haitham Bin Tariq au Qatar

Le Sultan S.M. Haitham Bin Tariq a effectué une visite d'Etat de deux jours au Qatar du 22 au 23 novembre – il s'agissait de son second déplacement à l'étranger après celui effectué en Arabie saoudite en juillet 2021. A cette occasion, le souverain omanais était accompagné d'une délégation officielle composée notamment du

ministre des Finances, du ministre du Travail et du président du fonds souverain *Oman Investment Authority (OIA)*. Plusieurs accords de coopération ont été signés durant cette visite, notamment en matière de lutte contre l'évasion fiscale, de suppression de la double imposition, de transport maritime et portuaire, de tourisme, de développement des ressources humaines et d'investissement.

Pour mémoire, les échanges commerciaux entre Oman et le Qatar se sont renforcés au cours des dernières années, atteignant 1,3 Md USD en 2020 selon les statistiques des douanes omanaises. Dans le détail, le Qatar a représenté 3,2% des importations totales du Sultanat (668 M USD) et 2,3% de ses exportations (609 M USD). Au premier semestre 2021, les échanges entre les deux pays se sont élevés à 661 M USD. Près de 300 entreprises omanaises opèreraient actuellement au Qatar.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Budget : le salut des finances publiques réside encore dans la hausse des recettes pétrolières

Les chiffres du budget publiés pour les neuf premiers mois de l'année 2021 laissent entrevoir une amélioration significative de la situation des finances publiques omanaises, en comparaison notamment avec le seul premier semestre 2021. La prise en compte du 3^e trimestre a en effet permis aux recettes de tirer plus largement parti de l'accélération de la hausse des cours du pétrole observée depuis le début de l'année – les contrats de vente étant négociés deux mois avant livraison, les revenus pétroliers de janvier et février 2021 étaient basés sur les prix de novembre et décembre 2020, soit au tout début de la phase de rebond des cours. A ce titre, le maintien des prix du baril omanais autour de 80 USD en octobre et novembre 2021 devrait logiquement favoriser une consolidation de cette tendance sur la fin de l'année 2021.

Selon le *ministère des Finances*, le déficit budgétaire du Sultanat d'Oman s'est donc élevé à 1 Md OMR sur les neuf premiers mois de 2021, en baisse de -57,9% en g.a. Dans le détail, les recettes publiques ont progressé de +22,6%, à 7,4 Md OMR. Ces dernières ont bénéficié de la hausse des revenus du pétrole (+28,6% ; à 3,9 Md OMR), en raison essentiellement d'un effet prix positif, avec une hausse du prix moyen du baril de plus de 8 dollars en comparaison annuelle. L'effet volume a pour sa part été très légèrement négatif (production moyenne de 957 000 barils/jour, soit seulement 2 000 de moins que sur la même période en 2020). Les recettes gazières ont également enregistré une forte progression sur les neuf premiers mois de l'année (+38,1% ; soit 1,4 Md OMR).

Les revenus non-hydrocarbures ont pour leur part diminué de -4,6% sur la période. On notera toutefois que cette baisse des recettes hors pétrole et gaz s'explique surtout par la chute des revenus de capitaux en l'absence d'opération de privatisation significative en 2021 – les recettes hors pétrole avaient bénéficié en 2020 de la cession de 49% du réseau de transmission électrique *OETC* à *State Grid Corporation of China* pour 1 Md USD. De fait, les autres revenus non-hydrocarbures ont progressé sur les neuf premiers mois de 2021 – l'introduction de la TVA pourrait d'ailleurs rapporter l'équivalent de 1% du PIB en 2021 selon l'agence de notation *Moody's*.

Du côté des dépenses, la baisse a été plus limitée en dépit des engagements des autorités. Les dépenses publiques n'ont ainsi reculé que de -0,7% en g.a. sur les neuf premiers mois de 2021, à 8,4 Md OMR. Conséquence du recours accru aux marchés de la dette depuis 2014 pour financer le déficit public, le poids de la charge de la dette continue de se renforcer, à près de 12% des dépenses courantes (soit 753 OMR). A noter par ailleurs que les dépenses liées à la production de pétrole et de gaz (783 OMR) apparaissent toujours dans le budget de l'Etat malgré la création officielle de la holding publique *Energy Development Oman (EDO)* fin 2020.

En parallèle, les autorités omanaises ont annoncé un certain nombre de mesures à caractère social qui ne devraient pas être sans conséquence sur les dépenses, notamment le plafonnement des prix des carburants jusqu'à fin 2022 sur la base des prix d'octobre 2021. L'augmentation des prix, en raison principalement de la hausse des cours du baril de pétrole, devrait être assumée par l'Etat le cas échéant selon un mécanisme non dévoilé pour le moment. L'annulation de taxes sur certaines activités économiques – sans plus de précisions

à ce stade – et l'avancement professionnel en 2022 de près de 28 000 employés du secteur public en attente de promotion ont également été annoncés.

Quelques semaines après *Standard & Poor's*, *Moody's* a révisé à son tour la perspective associée à sa notation souveraine d'Oman, qui passe de négative à stable (Ba3 Stable) dans un contexte de hausse des prix du pétrole et de mise en place d'un plan de consolidation budgétaire à moyen terme par les autorités omanaises. *Moody's* prévoit ainsi une réduction du déficit budgétaire à -2% du PIB fin 2021 et une baisse régulière de la dette publique omanaise à près de 60% du PIB à l'horizon 2024, contre 82% du PIB actuellement.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Banque : le secteur bancaire omanais semble avoir bien résisté à la crise du Covid-19

Dans le sillage de la reprise de l'activité économique observée en 2021, les banques omanaises ont enregistré une forte hausse de leurs résultats nets sur les neuf premiers mois de l'année : +23,8% pour *Bank Muscat*, première banque du pays (à 140 M OMR), +39,4% pour *NBO* (23,5 M OMR), +10,1% pour *Ahlibank* (21 M OMR), etc. En parallèle, l'agence de notation *Moody's* a révisé à la hausse la perspective associée à la notation des plus grandes banques omanaises, désormais à Ba3 Stable pour la plupart, soit le même niveau que la note souveraine.

De manière générale, le secteur bancaire omanais, qui se caractérise par un degré élevé de concentration – les cinq principales banques du pays contrôlent à elles seules les trois-quarts des actifs totaux – et une appétence au risque limitée, semble avoir plutôt bien résisté à la crise sanitaire et économique du Covid-19. Le ratio de solvabilité (CAR) du secteur atteignait ainsi 18,5% fin mars 2021, soit un niveau bien supérieur au seuil minimal de 11% imposé par la *Banque centrale*.

Dans un contexte marqué par un endettement élevé des ménages et une forte exposition à un secteur immobilier en difficulté (env. 30% du portefeuille de prêts), le taux de créances douteuses a toutefois progressé, à 4,2% fin mars 2021 (contre 4,2% déjà fin 2020, 3,4% fin 2019 et 2,7% fin 2018). La fin possible des mesures ordonnées par les autorités d'ajournement temporaire des remboursements de prêts pourrait de plus amplifier cette tendance. La liquidité bancaire demeure en outre fortement dépendante des dépôts gouvernementaux, qui représentent encore près de 29% des dépôts totaux.

A noter par ailleurs que la banque *Sohar International Bank*, 4^e banque du Sultanat en matière d'actifs (4 Md OMR à fin septembre 2021 ; +9,3% en g.a.), a annoncé fin novembre sa volonté de fusionner avec *Bank Nizwa*, 1^{ère} banque islamique du pays (1,4 Md OMR d'actifs à fin septembre 2021 ; +22% en g.a.).

Hydrocarbures : la part du condensat dans la production totale de pétrole continue de progresser

La production de pétrole en Oman a enregistré une légère hausse de +0,5% en g.a. sur les neuf premiers mois de l'année, à 262,4 millions de barils au total selon les données officielles du *NCSI*. Dans le détail, cette progression a surtout été soutenue par le dynamisme de la production de condensat, qui a enregistré une augmentation de +23,2% sur la période (à 59,9 millions de barils). Cette dernière a permis de compenser la baisse de -4,7% de la production de pétrole brut (202,5 millions de barils).

De fait, la production de condensat, non concernée par les quotas OPEP+, a vu son poids dans la production omanaise significativement progresser au cours des dernières années pour atteindre désormais près de 23% du total, contre 19% un an auparavant et seulement 13% en septembre 2019. 81% de la production du Sultanat, soit 212 millions de barils, ont été exportés sur cette période, en baisse de -1,7% en g.a. La production de gaz naturel d'Oman a pour sa part augmenté de +11,7% sur les neuf premiers mois de l'année 2021 pour atteindre 37,9 milliards de mètres cubes – à noter toutefois que les données officielles fournies intègrent également une part de gaz importé.

Hydrogène : les ambitions omanaises dévoilées à l'occasion du premier « Green Hydrogen Summit »

Initialement prévue en septembre 2021, la première édition du forum « *Green Hydrogen Summit* » s'est finalement tenue en format hybride (présentiel et en ligne) à Mascate du 29 novembre au 1^{er} décembre 2021. Ouvert par S.E. Salim Bin Nasser Al Aoufi, sous-secrétaire d'Etat au sein du *ministère de l'Energie et des minéraux*, l'événement a accueilli près de 900 participants selon les organisateurs.

Si la stratégie nationale pour l'hydrogène n'a – finalement – pas été officiellement dévoilée à cette occasion, un certain nombre de grands indicateurs chiffrés ont été présentés pour les vingt années à venir. La production d'hydrogène – principalement vert – pourrait ainsi atteindre 1 GW en 2025, 10 GW en 2030 et 30 GW en 2040. La mise en œuvre de projets d'hydrogène (voir *Objectif Oman* de mars 2021) pourrait en outre attirer environ 34 Md USD d'investissements à horizon 2040, générer entre 35 000 et 150 000 emplois et favoriser la réduction de 40 millions de tonnes d'émissions de CO2 chaque année selon les différents intervenants.

La création d'un marché intérieur dynamique, le transfert de technologies et la localisation (*in country value*), la réglementation et la certification, ainsi que la question des coûts inhérents au développement de la filière hydrogène en Oman, notamment pour la construction de moyens de transport, de stockage et de capacités export, ont toutefois été identifiés comme des défis majeurs à relever pour l'accomplissement de cet – ambitieux – programme, alors même que la possibilité de subventionner le développement du secteur a été écartée par le sous-secrétaire d'Etat. A noter par ailleurs qu'un « point focal hydrogène », M. Nasser al Rizeiqi, a été officiellement nommé en septembre 2021 pour coordonner et promouvoir le développement de l'industrie de l'hydrogène vert au Sultanat.

Transport maritime : ASYAD lance un appel à manifestation d'intérêt pour le développement du port de Suwaiq

Filiale du fonds souverain OIA, la holding publique *Asyad Group*, en charge des infrastructures logistiques publiques du Sultanat, a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour le développement, l'exploitation et la gestion du port de Suwaiq. Situé dans le gouvernorat d'Al Batina du Nord, entre Mascate et Sohar, Suwaiq est un port de pêche de taille moyenne dont l'activité a évolué au cours des dernières années vers l'import/export de marchandises. L'objectif des autorités omanaises est désormais d'augmenter les capacités opérationnelles de traitement du port jusqu'à 10 M tonnes/an, en vue notamment de l'accueil de navires en eaux profondes. A titre de comparaison, le port de Sohar a traité près de 65 M tonnes de marchandises en 2020. La date limite de réponse à l'appel à manifestation d'intérêt a été fixée au 6 décembre 2021.

Aéronautique : Airbus Helicopters a livré un appareil H145 à cinq pales à Al Sharqiya Aviation

Airbus Helicopters a livré un appareil H145 à cinq pales à *Al Sharqiya Aviation* (ASA), opérateur d'hélicoptères en Oman, via la société de *leasing Milestone Aviation*. Cet appareil sera utilisé au Sultanat dans le cadre de missions de transport de passagers et de services médicaux d'urgence, à terre et en mer. Cet appareil, dévoilé à l'occasion du salon *Heli-Expo* d'Atlanta en mars 2019, sera le premier de ce type opéré en Oman.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Tom Crance, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes
Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>